



## Pas d'entente Iran-USA ni de trêve en Irak

Par [Elijah J. Magnier](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2020

[ejmagnier.com](#) 11 avril 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Mustafa Al-Kazemi a été choisi pour devenir premier ministre à l'issue de négociations ardues marquées par un désaccord intra-chiite. Le président de la République, Barham Salih, a profité de cette mésentente lorsqu'il a audacieusement mis au défi la majorité chiite en Irak en arrêtant son choix sur un candidat anti-Iran et pro-USA, Adnan Al-Zarfi. La nomination d'Al-Kazemi est en réponse à cette intervention, les blocs chiites ayant déjà fait circuler son nom il y a plusieurs mois.

Lorsque le premier ministre par intérim Adel Abdul-Mahdi a présenté sa démission, les divers leaders politiques chiites ont amorcé leurs consultations en vue de trouver un candidat bénéficiant du soutien de la plupart des blocs. Par le passé, cette tâche était toujours confiée au commandant des forces al-Qods du Corps des gardiens de la Révolution iranienne, le major général Qassim Soleimani (lâchement assassiné par le président Trump à l'aéroport de Bagdad) et au cheikh Muhammad Kawtharani, qui représente le secrétaire général du Hezbollah libanais Sayyed Hassan Nasrallah. Ce dernier jouit d'un grand respect auprès de tous les partis irakiens de toute allégeance (chiites, sunnites, Kurdes, chefs tribaux et autres), avec qui il maintient des relations personnelles étroites et reste en contact. Mais en l'absence d'une intervention de l'extérieur, les leaders irakiens ne sont pas parvenus à s'entendre.

Bon nombre de groupes chiites rejetaient catégoriquement le candidat du président Saleh (al-Zarfi) et ont décidé de s'y opposer. Cependant, le choix d'Al-Kazemi comme nouveau premier ministre ne s'est arrêté qu'après que Téhéran eut demandé à tous les blocs chiites d'arriver à une décision unifiée, d'écarter al-Zarfi et de choisir un candidat faisant l'affaire de tous.

Voici comment le poste de premier ministre a été offert à Al-Kazemi :

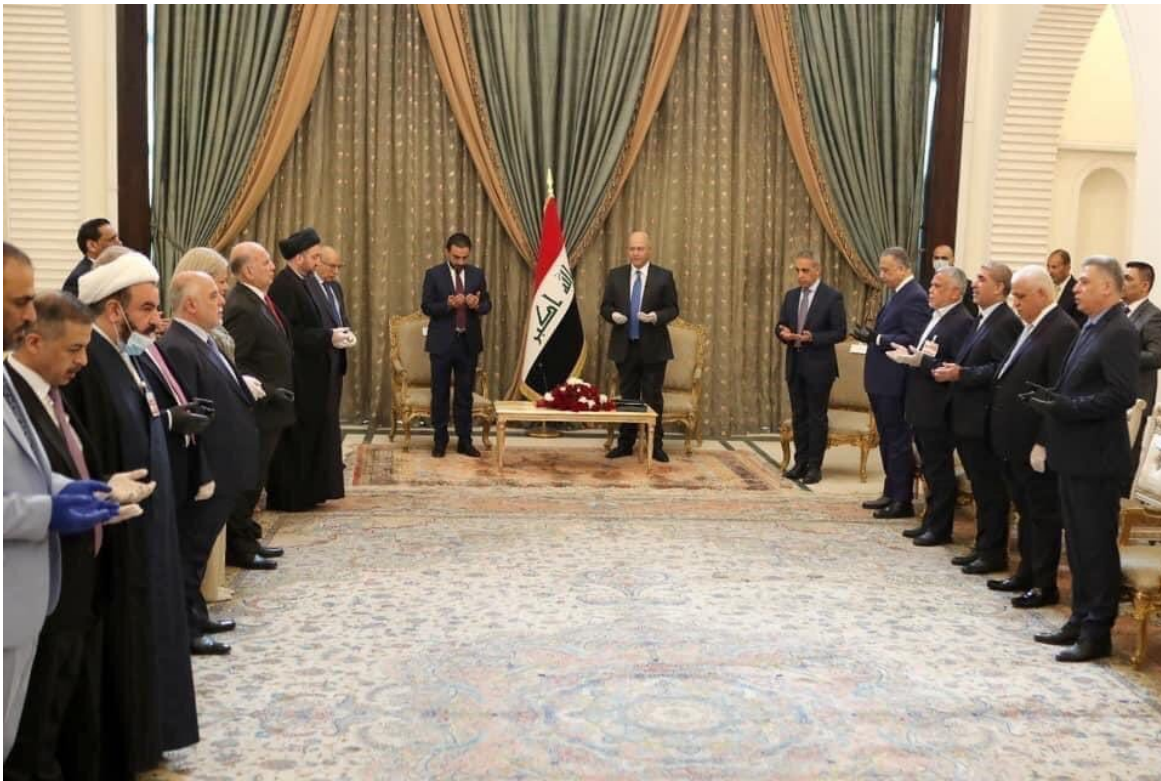


Sayyed Ammar al-Hakim, avec le soutien de Moqtada al-Sadr, a été le premier à promouvoir la candidature de Mustafa Al-Kazemi l'an dernier après la démission d'Abdel-Mahdi. Sauf que d'autres blocs chiites refusaient d'accepter la candidature de tout agent des services antiterroristes, chef des services du renseignement ou autre officier de l'armée ou des forces de sécurité. Bien des blocs chiites craignent tout candidat au profil similaire à celui de Saddam Hussein. L'expérience vécue quand Nouri al-Maliki tenait les rênes - il refusait de partager le pouvoir avec les chiites, les sunnites et les Kurdes - est encore fraîche à la mémoire de ces dirigeants.

Le désaccord dans le bloc chiite a fait en sorte que la candidature de Qusay al-Suhail a été rejetée, tout comme celle du gouverneur de Bassorah, Asaad Al-Eidani, lorsque le président Barham Salih a refusé de respecter la constitution en nommant le candidat choisi par le bloc le plus important. Saleh a alors profité du différend intra-chiite, principalement entre le bloc Al-Fatah, dirigé par Hadi al-Amiri, et le bloc Saeroun, dirigé par Moqtada al-Sadr.

Comme les manifestants dans la rue rejetaient tout candidat nommé par les blocs politiques dominants, Sayyed Moqtada a tenté de surfer sur la vague en se considérant comme le représentant de ces manifestants qui, en fait, le rejetaient à l'instar de toute autre figure de l'establishment. Sayyed Moqtada a ensuite demandé au président Saleh de rejeter toute candidature qu'il n'approuvait pas. Moqtada prétendait que c'était lui, plutôt qu'Al-Amiri, qui était à la tête du plus grand bloc.

Quelque temps plus tard, Muhammad Allawi a échoué aussi parce qu'il refusait de consulter les sunnites, les Kurdes et certains chiites en vue de la formation de son cabinet. Allawi a cru à tort qu'il pouvait compter sur le soutien de Sayyed Moqtada Al-Sadr, qui avait promis d'employer tous les moyens pour amener tout le monde au parlement afin d'approuver le cabinet d'Allawi. Moqtada n'a toutefois pas réussi à convaincre les chiites, les sunnites et les Kurdes et a ainsi été incapable de porter Allawi au pouvoir.



Cependant, le président Saleh est allé plus loin encore en respectant la constitution sur la base d'un consensus entre Irakiens chiites, sunnites et Kurdes, en nommant Adnan al-Zarfi, qui est anti-Iran et pro-USA. Bon nombre de blocs politiques et d'organisations chiites ont alors annoncé leur rejet de la candidature d'al-Zarfi. Sauf que le candidat de Dawa (Adnan al-Zarfi) bénéficiait du soutien de son principal bloc, dirigé par l'ancien premier ministre Haider al-Abadi. Al-Zarfi était également soutenu secrètement par Nouri al-Maliki, qui souhaitait que le poste de premier ministre revienne au parti Dawa (c'était le cas de 2005 à 2018). Al-Zarfi avait aussi le soutien de Sayyed Muqtada al-Sadr, qui s'était fait promettre le contrôle de tout cabinet ministériel ou de tout autre poste de direction au sein de l'État irakien.

Malgré la déclaration officielle de l'Iran voulant qu'il ne s'opposait pas à la nomination d'Al-Zarfi, la réalité était tout autre. Al-Zarfi était tacitement accusé d'avoir mis le feu au consulat iranien à Nadjaf et à Karbala pendant les manifestations des derniers mois. L'amiral Ali Shamkhani qui, de pair avec le major général Qassim Soleimani, était chargé des relations entre l'Iran et l'Irak, s'est rendu en Irak, suivi de peu par le général Ismail Qa'ani qui y a fait une courte visite. Les deux hommes n'avaient qu'un seul message à transmettre aux Irakiens : « Nous ne nous opposons pas au choix de Mustafa Al-Kazemi, si c'est votre choix, avec qui nous avons de bonnes relations. » L'Iran n'a jamais rien dit de tel à propos d'Al-Zarfi.

C'est le leader kurde Massoud Barzani qui a été le premier à déclarer son soutien à Al-Kazemi, suivi du leader sunnite et président du Parlement Muhammad al-Halbousi. Barzani voulait lancer un message aux blocs chiites, pour ne pas qu'ils proposent encore au président du pays un candidat qui n'a pas l'aval des autorités kurdes, comme cela s'est produit avec le président Saleh.

Saleh était le choix de Qassem Soleimani, ce qui s'est révélé une erreur pour l'Iran et les



blocs chiites. Fouad Hussein, le ministre des Finances, était le choix d'Erbil, mais Soleimani le percevait alors comme le candidat de l'envoyé présidentiel américain Bret McGurk. Voilà pourquoi Soleimani a demandé aux chiites, aux sunnites et à ses alliés kurdes à Souleimaniye de ne pas voter en faveur de Hussein et de promouvoir la candidature de Barham Saleh. Ce dernier a dit à Soleimani en 2018 qu'il nommerait immédiatement le candidat de son choix. C'est ainsi qu'Adil Abdul Mahdi est devenu premier ministre.



Il n'y a jamais eu d'entente entre les USA et l'Irak à propos de l'Irak. Le choix des candidats possibles s'est toujours arrêté sur ceux qui s'attirent le moins d'opposition de la part des Iraniens et des Américains. Al-Kazemi entretient de bonnes relations avec Riyad, Téhéran et Washington, comme c'était le cas du premier ministre par intérim Abdul-Mahdi. Celui-ci avait le soutien de Washington, mais cela ne l'a pas empêché, un an plus tard, de présenter une motion au parlement irakien exigeant le retrait de toutes les forces étrangères de l'Irak.

Al-Kazemi, qui a promis d'appuyer les « Forces de mobilisation populaire » (Hachd al-Chaabi), a accepté de demander le retrait de toutes les forces US de l'Irak, comme le stipule la décision constitutionnelle contraignante du Parlement irakien. Téhéran a convaincu son allié, le Kataeb Hezbollah al-Iraq, qui avait accusé publiquement Al-Kazemi d'être responsable de l'assassinat du commandant Soleimani et d'Abu Mahdi al-Muhandis, d'accepter Al-Kazemi comme premier ministre et de le juger par ses actions. Le prix à payer pour l'assassinat de Soleimani et de Muhandes est le retrait complet de toutes les forces US de l'Irak, pas celui d'Al-Kazemi.

Après trois tentatives ratées de nommer un premier ministre, Al-Kazemi aura le soutien parlementaire nécessaire pour former son cabinet. Mais il sera confronté à d'énormes difficultés et il aura bien des défis à relever.

Les USA redéplient leurs forces et montrent qu'ils n'ont nullement l'intention de se retirer complètement. Al-Kazemi ne parviendra pas à obtenir facilement un retrait des USA et ne

pourra pas désarmer les organisations irakiennes comme il l'a promis. De plus, il est confronté à un problème économique réel en raison de la baisse des prix pétroliers et de la dette extérieure. Aujourd'hui, les recettes de l'Irak s'élèvent à plus de 30 milliards de dollars, mais il lui faut 80 milliards de dollars pour payer les salaires et maintenir l'infrastructure à son niveau actuel. Al-Kazemi ne pourra répondre aux demandes de la rue par manque d'argent.

L'Iran ne s'inquiète pas de qui est à la tête du gouvernement irakien. L'ami d'aujourd'hui peut devenir l'ennemi de demain. Téhéran a tissé suffisamment de liens avec les leaders politiques, les commandants militaires et les chefs des organisations en Irak. L'Iran a déjà eu affaire à un premier ministre hostile par le passé (Haidar Abadi) et s'est taillé une niche en Irak, un pays dont l'équilibre repose sur ses leaders politiques. L'influence des États-Unis en Irak n'égale en rien celle de l'Iran.

**Elijah J. Magnier**

*Traduit de l'anglais par Daniel G.*

La source originale de cet article est [ejmagnier.com](http://ejmagnier.com)  
Copyright © [Elijah J. Magnier](http://Elijah J. Magnier), [ejmagnier.com](http://ejmagnier.com), 2020

Articles Par : [Elijah J. Magnier](http://Elijah J. Magnier)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)